

Convention collective

IDCC : 3235 | **PARFUMERIE SÉLECTIVE**

Avenant du 18 juin 2025

à l'accord du 30 septembre 2020
relatif à la constitution d'une branche professionnelle
et la création de la CPPNI

NOR : ASET2550758M

IDCC : 3235

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFPS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UNSA FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Compte tenu de l'ampleur des négociations liées à la création de cette CCN et à la nécessité d'encourager les représentants, de salariés ou d'employeurs issus des petites entreprises sur tout le territoire à y participer, les partenaires sociaux de la branche de la parfumerie sélective ont souhaité renforcer les moyens alloués aux représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives au regard du décompte du temps d'absence autorisée.

Par là-même, suite à l'entrée en vigueur de l'accord relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme, les partenaires sociaux ont souhaité que les frais des mandats soient dorénavant pris en charge par le fonds paritaire conventionnel lié au dialogue social et remboursés par l'association paritaire dédiée à sa gestion.

Le présent accord ayant vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche de la parfumerie sélective, il n'y a pas lieu de prévoir des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er} | Modification de l'article 4 « Moyens attribués »

La rédaction de l'article 4 relatif aux moyens attribués est remplacée comme suit :

« Le temps passé en réunion est considéré comme du temps de travail effectif. Ce temps passé en réunion ne sera alors pas imputé sur le crédit d'heures de délégation au cas où le salarié en bénéficierait dans l'accomplissement de ses missions au sein de son entreprise.

Il est retenu un forfait d'heures par mandaté de chaque organisation syndicale représentative selon les modalités suivantes : une journée de réunion (CPPNI, CPNEFP, SPP, ADPPS ou autres) représente un forfait de 10 heures et une demi-journée, un forfait de 5 heures, suivant la convocation initiale et cela même en cas d'annulation de la réunion au dernier moment. Dès lors, l'autorisation d'absence et le maintien de la rémunération du mandaté sont à valoriser à hauteur de 10 heures par journée complète de réunion et de 5 heures par demi-journée de réunion.

Est également valorisé à hauteur de 5 heures d'autorisation d'absence et de maintien de salaire, le temps consacré à une réunion préparatoire avant chaque séance pour chaque mandaté d'organisation syndicale.

Les frais de transport et de séjour des représentants sont pris en charge par le fonds du paritarisme de la convention collective, remboursés par l'association pour le développement du paritarisme de la parfumerie sélective (ADPPS), sur la part de la collecte affectée aux frais de fonctionnement de l'association conformément à l'accord relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme en vigueur.

Les montants ainsi que les modalités de ces indemnités remboursements de frais sont définis dans le cadre de l'ADPPS par les membres du conseil d'administration.

La participation et la prise en charge des frais des négociateurs sont limitées à 2 personnes par organisation syndicale de salariés aussi bien pour le temps consacré à la réunion préparatoire que la tenue des réunions visées au présent article. »

Article 2 | *Modification de l'article 3.4.2, fin du 1^{er} alinéa*

Le 1^{er} alinéa est complété par les précisions suivantes « chaque organisation syndicale, pourra en cas d'empêchement, donner un pouvoir afin de se faire représenter, par toute autre organisation syndicale du même collège. Le pouvoir devra être donné par écrit et présenté au plus tard au début de la réunion, par tout moyen. »

Article 3 | *Dénunciation. Révision et durée de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé ou dénoncé selon les règles légales en vigueur.

Article 4 | *Entrée en vigueur. Publicité et dépôt de l'accord*

Le présent avenant sera applicable dès le 1^{er} jour du mois suivant la date de signature.

En vertu de l'accord L. 2232-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la signature.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail (DGT), en vue d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 18 juin 2025.

(Suivent les signatures.)